



Syndicat
Solidaires

éducation
Sud 93



Cette rentrée 2020 intervient dans la continuité des différentes étapes de la réouverture des écoles et des établissements débutées lors du déconfinement. Le ministère a donc eu plusieurs mois pour la préparer et l'organiser. « *Nous sommes prêts* » : voilà la phrase martelée à tous les échelons. Pourtant dans les faits, plusieurs lycées, collèges et écoles se sont retrouvés dépourvus des dotations de masques promises par notre employeur. Depuis maintenant deux semaines, la gestion des cas de Covid diffère selon les écoles et les établissements. Ce flou, permis par un protocole sanitaire allégé, contribue au maintien d'un climat angoissant pour bon nombre de nos collègues.

Pour les organisations syndicales FSU 93, FNEC-FP FO 93, CGT Educ'Action 93, Sud Education 93 et CNT Education 93 une préparation digne de ce nom passait a minima par un plan d'urgence destiné à recruter des personnels afin de diminuer les effectifs par classe (comme cela a pu être le cas en Espagne, ou en Irlande), installer des points d'eau supplémentaires ou encore trouver des solutions pour compenser l'insuffisance de salles pour multiplier les groupes dans les écoles et établissements.

De même, le ministre se refuse à prendre en compte la réalité de l'impact du confinement sur les apprentissages des élèves. Au contraire, il exige un « rattrapage du retard », en privilégiant, comme à son habitude, les « fondamentaux » au détriment de disciplines qu'il juge sans doute annexes.

Pire, il maintient et multiplie les évaluations nationales de rentrée, identiques à celles des années précédentes, particulièrement chronophages, qui ne peuvent que confronter les élèves à leurs difficultés engendrées par le confinement, alors que la rentrée aurait dû, au contraire, leur permettre de se rassurer. Le ministre réaffirme par ailleurs le refus du gouvernement de fournir gratuitement les masques aux élèves, ce qui est inacceptable.

Pour le reste, Jean-Michel Blanquer ne tire aucun enseignement de la crise sanitaire, économique et sociale comme des inégalités criantes révélées par le confinement. Il poursuit ses réformes de tri social des élèves, d'attaque contre le caractère national de l'Éducation (réformes des lycées généraux et professionnels, investissements massifs dans l'apprentissage, « fondamentaux », évaluations, territorialisation, direction d'école...).

En Seine-Saint-Denis, cette rentrée se fait sans aucun moyen supplémentaire. Nous ne comptons plus les établissements en manque de moyens et de

personnels : enseignant·es bien sûr, mais également médecine scolaire, PsyEN EDA et EDO, personnels administratifs et sociaux, équipes de vie scolaire ou encore AESH. Dans ce contexte, l'accompagnement des publics spécifiques (enfants en situation de handicap, de décrochage scolaire, élèves allophones) est largement insuffisant.

Face à ces situations, les organisations syndicales FSU 93, FNEP-FP FO 93, CGT Educ'Action 93, Sud Education 93 et CNT Education 93 exigent la satisfaction des revendications pour les écoles et établissements de Seine-Saint-Denis avec :

- le recrutement de toute la liste complémentaire du CRPE supplémentaire et un recrutement massif de personnels, notamment de tou·te·s les admissibles aux concours internes ;
- le réemploi puis la titularisation de tou·te·s les contractuel·les ;
- le remplacement systématique de tou·te·s les personnels absent·es ;
- l'abrogation du jour de carence ;
- le renforcement de la politique d'éducation prioritaire ;
- la réduction des effectifs dans les classes de la maternelle au lycée ;
- la garantie d'une réelle protection sanitaire pour tou·te·s les personnels, notamment avec un accès prioritaire aux tests et des résultats rapides ;
- l'abrogation des réformes des lycées et du baccalauréat ;
- la suppression de la « délégation de compétence de la direction d'école », premier pas vers le statut hiérarchique ;
- un point régulier et transparent de la situation sanitaire dans les écoles et les établissements en CHSCT départemental